

Les pauvres aussi ont droit à la qualité Plaidoyer pour un développement humaniste

JEAN-ROBERT PITTE

DEPUIS LA FIN DE LA DERNIÈRE GUERRE, les économistes ont monopolisé les notions de développement et de sous-développement. Gilbert Rist (1996) a récemment rappelé les origines de cette « croyance occidentale », de cette illusion. En les suivant, les géographes avaient généralement admis que le « développement », la « croissance » d'un pays se résumaient à une courbe ascendante du PNB. C'est à partir de cette idée pratique et de quelques principes politiques qu'Alfred Sauvy résuma la géographie planétaire en imaginant trois catégories claires : les pays développés capitalistes, les pays développés socialistes et le tiers-monde. Cette classification ôta pendant plus d'un quart de siècle, tout esprit critique aux intellectuels et aux gouvernants du monde entier sûrs que la prospérité économique suffisait à rendre compte des réalités humaines.

Le doute s'est insinué dans ce bloc de certitudes au début des années quatre-vingt avec, en particulier, les essais de Pascal Bruckner (1983) et, en géographie, de manière plus ambiguë, d'Yves Lacoste (1985), s'attaquant aux simplismes tiers-mondistes. La culpabilité occidentale ne s'est pas évanouie pour autant, comme en témoigne le « politiquement correct » grandissant des années quatre-vingt-dix. Pourtant, les points de vue sur la pauvreté

et sur le développement évoluent, même si c'est avec une sage lenteur. Les statisticiens de l'ONU ont imaginé un Indice de développement humain (IDH) qui associe au PNB l'espérance de vie et le taux d'alphabétisation, c'est-à-dire des indicateurs de santé et de culture. C'est un immense progrès, mais encore insuffisant, car il prend trop partiellement en compte la notion de bien-être et pas du tout l'impondérable élément qu'est l'optimisme. De rares travaux ont été réalisés par les géographes sur ces thèmes, parmi lesquels un très remarquable essai d'Antoine Bailly (1981) qui n'a malheureusement pas fait école. À l'heure où la planète semble hésiter entre enfoncement dans la crise et reprise économique, il importe de réfléchir à l'ensemble des aspirations humaines et non plus seulement à la quantité de biens de consommation dont ils disposent.

Ces lignes veulent plaider contre une idée par trop répandue. La qualité de la vie serait exclusivement réservée à ceux qui disposent de ressources abondantes, sous-entendu de revenus monétaires importants. Aux autres, les pauvres du « Nord » et du « Sud » ou, plus largement, les milieux populaires, la médiocrité. Il serait préférable de consommer suffisamment en volume, même si les biens et les services sont d'une affligeante pauvreté culturelle, plutôt

que de mettre l'imagination au pouvoir et de promouvoir la consommation intelligente, créative et participante (comme on le dit des enquêtes).

Pour une agriculture vivrière ouverte

La majeure partie des habitants de la planète vit en-dessous de ce qu'il est convenu d'appeler le « seuil de pauvreté ». Sans que ce dernier puisse être défini avec précision, il correspond à une situation de pénurie de la plupart des biens de consommation, au premier rang desquels les aliments de base. L'aide internationale parvient à combler les déficits dans la plupart des cas (disette ou famine d'origine climatique, cataclysmique, militaire, etc.), surtout ceux que subissent les citadins, plus aisément accessibles. Mais c'est une solution trop précaire et trop peu stimulante pour qu'elle suffise à rassurer les récipiendaires comme les donataires.

Dans l'état actuel des économies de la plupart des pays d'Afrique et de certains pays d'Amérique latine ou d'Asie, il n'est pas imaginable que les excédents agricoles de l'Amérique du nord ou de l'Europe puissent rapidement trouver preneurs à des prix normaux, tenant compte du coût des intrants, des bénéfices nécessaires des producteurs et, cela va de soi, non subventionnés par les contribuables, via les États ou de quelconques organismes internationaux. D'aucuns prônent l'exercice massif et généralisé de la charité. Force est de constater qu'elle est utopique et que si l'économie peut et doit s'entendre avec une justice sociale raisonnée et codifiée, elle s'accommode mal des bons sentiments sur le long terme. Par ailleurs, on sait que les peuples assistés ne sont pas des exemples de dynamisme et d'épanouissement.

Dans ces conditions, pourquoi ne pas encourager un retour à une agriculture mixte, à la fois vivrière et commerciale ? Ce qu'il est convenu d'appeler en Europe « Révolution agri-

cole », en réalité « Longue évolution agricole » du *xv^e* au *xix^e* siècle, représente le seul secret de la relative réussite économique de ce continent. On sait que c'est le demi-siècle de retard de la France sur l'Angleterre dans la suppression des jachères qui explique le demi-siècle de retard de la « Révolution industrielle ». L'Inde ou la Chine n'entament depuis quelque temps leur développement industriel et tertiaire que parce que la « Révolution verte » leur a permis de combler eux-mêmes une part importante de leurs déficits alimentaires. Tous leurs problèmes ne sont pas réglés pour autant et bien des populations rurales ou urbaines de ces pays souffrent encore de sous-alimentation et de malnutrition, mais moins que naguère et c'est cela l'essentiel. On ne peut pas en dire autant du Burkina Faso ou de la Colombie. Dès lors, l'aide internationale serait bien mieux employée à promouvoir la modernisation agricole par la maîtrise de l'eau, une amélioration des variétés de plantes nourricières et des races animales, l'usage raisonnable des engrais, etc. Par ailleurs, pourquoi ne pas promouvoir les jardins familiaux qui ont depuis le Moyen Âge permis aux citadins de l'Europe de se nourrir dans de bonnes conditions ? Ils ont, en particulier, atténué les rigueurs de l'ère industrielle dans les pays noirs, dans les banlieues des grandes villes, sur les glacis des fortifications de Paris. Avec l'allongement du temps de loisir, ils connaissent dans beaucoup de villes européennes un regain d'intérêt. De nombreuses associations se sont créées en France pour en assurer la bonne gestion. Elles rendent d'éminents services à bien des retraités ou des familles des milieux populaires. Leur action implique le soutien des collectivités territoriales qui, seules, peuvent soustraire à la spéculation les terrains propices à cette activité.

Pour permettre en même temps à des agriculteurs sur la voie de l'intensification d'obtenir des revenus monétaires, il importe de dégager des excédents, à la fois destinés au marché

intérieur urbain, mais aussi à l'exportation. Ce qui réussit « si bien » dans le Triangle d'Or ou en Amérique latine avec les stupéfiants devrait pouvoir réussir avec des produits agro-alimentaires de qualité, indisponibles dans les pays solvables. On connaît les fluctuations fâcheuses des marchés du café, du cacao, du thé, des épices. Bien d'autres produits sont susceptibles d'intéresser les Européens, les Nord-américains ou les Japonais, par exemple les fruits tropicaux. La diversification des goûts alimentaires et l'intérêt pour les saveurs exotiques ouvrent des marchés importants. Pour les satisfaire, il importe d'améliorer les circuits de commercialisation. Il y a là des investissements judicieux à réaliser pour les capitaux disponibles dans les pays pauvres et matière à aide internationale ponctuelle. On connaît le proverbe chinois « *Donne un poisson à un pauvre, il mangera un jour ; apprends-lui à pêcher, il mangera toute sa vie* ». Il peut se transposer avec profit au commerce. La diaspora chinoise, chassée de Chine par la misère ou la guerre civile, en sait quelque chose : elle prospère depuis longtemps sur tous les continents grâce à son sens aigu du commerce. Apprendre les méthodes du commerce international aux pays pauvres devrait constituer une priorité de la coopération. Chez les chercheurs, l'étude de l'informel est à la mode. Il ne faut pas oublier que celui-ci n'est qu'un pis-aller, un effort de survie, pas un modèle. Il serait très utile de réfléchir au mécanisme qu'on pourrait baptiser « Perrette-et-le-pot-au-lait », qui transforme quelques litres de lait en une opulente ferme grâce à un habile sens commercial, la chute du pot n'étant nullement une fatalité... Pour le coup, le modèle de développement est réaliste et plaisant !

Dans les pays « riches » (1), une part non négligeable de la population est pauvre et une frange, grandissante depuis quelques années, très pauvre. Est-elle condamnée par ses revenus à consommer les plus médiocres produits

de l'*agribusiness* tels le poulet et le porc de batterie, le cassoulet en boîte ou le *fast food* aseptisé du centre commercial voisin ? Par ailleurs, les agricultures de montagne et, plus généralement, à rendement et productivité faibles sont-elles définitivement condamnées ? La surchauffe de l'agriculture productiviste, ses excédents, les quotas de production et friches imposées qu'elle engendre prouvent le contraire. Il y a place pour une agriculture moderne, mais utilisant moins d'intrants et, par conséquent, moins exigeante en capitaux et moins polluante, un peu partout. Ses produits, de meilleure saveur, peuvent parvenir jusqu'aux consommateurs à des prix très raisonnables, pour peu que soient raccourcis les circuits de commercialisation. Des exemples nombreux existent partout en France, en particulier sur les marchés de plein-air, mais aussi dans certains points de vente de la grande distribution.

C'est ainsi qu'un producteur de pélardons, ces goûteux fromages de chèvre des Cévennes, se déplace chaque semaine à Paris et livre un certain nombre de fromagers de la capitale. Il les vend à un prix qui rémunère bien son travail et son voyage. L'absence d'intermédiaire permet aux fromagers de réaliser une marge bénéficiaire plus importante et au client de payer ce concentré de garrigue deux fois moins cher qu'un crottin de Chavignol, certes d'Appellation d'Origine Contrôlée, mais provenant d'une coopérative écrétant les saveurs, et presque au même prix que les fromages industriels, chlorotiques et savonneux. Ces derniers rémunèrent très mal les éleveurs bretons ou lorrains et font illusion auprès de certains consommateurs peu avertis, souvent ceux dont les revenus sont les plus modestes. Autre

1. Les qualificatifs « pays riche », « pays pauvre » un peu brutaux sont probablement préférables aux périphrases lourdes de sous-entendus : développé - sous-développé, en voie de développement, du Nord - du Sud, du tiers-monde, etc. Cf. G. Rist, 1996.

exemple : la viticulture de qualité pratiquée dans de petites exploitations familiales est devenue partout correctement rémunératrice et fournit des vins abordables. C'est ce qui a permis la naissance de vignobles de qualité en Languedoc-Roussillon (vins de pays, VDQS, AOC), la renaissance du bergerac, du cahors, du muscadet et de tant d'autres. Lorsqu'en outre le client se déplace pour s'approvisionner directement chez le producteur ou lui passer commande, il obtient des prix plus serrés et bénéficie de produits évocateurs de rencontres, de paysages, d'émotions, toutes choses qui n'ont pas de prix, c'est-à-dire qui sont précieuses mais ne coûtent rien. Peut-on dire la même chose des bières industrielles ou des sodas qui avilissent le palais et qui coûtent, si l'on y regarde bien, le même prix ?

Par ailleurs, à l'intention des plus nécessiteux des citadins, ne pourrait-on, comme cela a été suggéré pour les pays pauvres, promouvoir davantage les jardins familiaux, préférables à l'assistance monétaire généralisée et permanente ? Il suffit d'observer certaines scènes d'hypermarchés. Les clients à l'évidence les moins fortunés achètent des produits issus de l'industrie agro-alimentaire, donc souvent fort chers, en réalité. Pourquoi ne pas expliquer dans les centres d'aide sociale qu'une purée confectionnée avec des pommes de terre achetées crues et un peu de lait coûte beaucoup moins cher qu'une purée issue d'un sachet de flocons et procure un plaisir gustatif incomparablement supérieur ? Ce fut une évidence dans les milieux français les plus modestes, tant à la campagne qu'en ville, jusque dans les années soixante. Aujourd'hui, un gros effort d'éducation et d'imagination s'impose. L'enjeu n'est pas seulement économique, mais culturel. Il touche à la dignité des personnes, laquelle ne se mesure pas à l'aune des revenus.

Beaucoup d'aliments consommés à la surface de la terre sont devenus stéréotypés et n'engendrent plus aucune émotion, aucun

enrichissement culturel (*fast food*, *coca cola*, soupe en briques, poisson pané surgelé, vinaigrette pré-émulsionnée, sauces variées en tubes, bocaux, boîtes, sachets, etc.). Pourtant, qu'ils soient riches ou pauvres, les hommes aspirent à une alimentation suffisante et génératrice de plaisir. C'est un but qui peut être atteint à condition de privilégier, au moins provisoirement, le marché intérieur (national, régional, local, familial) et le respect du terroir (environnement, culture des habitants). Loin d'être archaïque, ce choix peut révolutionner la question alimentaire. Rien n'est plus navrant que d'entendre se plaindre, dans une ville africaine comme Nouakchott, des citadins de fraîche date obligés de consommer du lait en poudre et du riz insipide, alors que la « brousse » est désormais vide en Mauritanie et qu'habilement utilisée elle fournissait une alimentation saine, variée et d'une sapidité incomparable (viande, lait, dattes, mil, produits de cueillette variés). Qui a goûté dans un campement de l'Adrar le *zrig* de chamelle (lait fermenté étendu d'eau et sucré) ou la purée de datte à la crème de lait de chèvre ou de la viande de mouton cuite à l'étouffée dans le sable ne peut oublier ces expériences de haute gastronomie et de convivialité.

Pour un cadre de vie à l'image des hommes

Ce qui vient d'être dit à propos de l'agriculture et de l'alimentation vaut tout autant pour les biens industriels, les services, l'habitation, le paysage, l'environnement en général.

Prenons l'exemple du vêtement et de l'industrie textile. La pauvreté contraint-elle au haillon et à la laideur ? Cela n'a jamais été et cela n'est nulle part le cas dans les sociétés traditionnelles, même les plus démunies, dans lesquelles l'art de se vêtir et de se parer est porteur de significations profondes, correspond à la personnalité, à la fonction, au moment. S'habiller selon son désir est une

dignité nécessaire. L'exemple des tribus indiennes du Guatemala est très parlant à cet égard. La variété des couleurs et des motifs décoratifs des vêtements tissés localement par ces populations très pauvres est proprement admirable. L'Inde également donne l'exemple. Son industrie textile fabrique à des prix abordables pour le plus grand nombre des cotonnades d'une grande richesse décorative, si belles que des entreprises occidentales les imitent depuis le XVIII^e siècle et continuent à s'en inspirer aujourd'hui, telles les fabriques des luxueuses « indiennes » de Provence, par exemple. Depuis quelques années, les tissus et les vêtements confectionnés en Inde sont largement diffusés dans le monde entier, pour le plus grand bonheur des consommateurs peu fortunés. Le même raisonnement pourrait être tenu à propos du mobilier. Il existe des matériaux bon marché et robustes qui permettent au plus grand nombre d'accéder à des objets porteurs de créativité et de sensibilité. Les productions de Thaïlande, des Philippines ou d'Indonésie (en bois, en bambou, en rotin, en paille) en sont d'excellents exemples. La baisse des coûts de transport par conteneurs permet leur diffusion dans le monde entier. Les consommer en France ou en Australie peut apparaître comme un fait d'acculturation. En réalité c'est un témoignage de ce que la mondialisation peut procurer de plus positif : l'enrichissement mutuel par échange des meilleurs objets culturels, la différence partagée. C'est le contraire de l'uniformisation engendrée par une conception dévoyée et anti-humaniste de l'économie.

Ce qui vient d'être dit à propos d'objets de consommation courante et très répandus dans le monde ne vaut évidemment pas pour les téléviseurs, les automobiles ou les avions. En ce qui concerne ces biens issus de techniques avancées, les économies d'échelle jouent fortement et aucun artisanat, même amélioré, ne saurait les produire à des prix abordables.

En revanche, bien des services illustrent le fait que la qualité n'est pas nécessairement onéreuse et qu'elle est donc accessible aux démunis du monde entier. Les exemples abondent. Ainsi, la production cinématographique des pays pauvres est loin d'être négligeable sur le plan artistique. L'Iran, la Pologne, l'Algérie en ont donné des témoignages récents, valant ceux du Japon ruiné des années cinquante. De même en est-il de la musique : l'Afrique, le Brésil ou les Antilles occupent une place enviable et inspirent largement la création des pays riches. Les restaurants représentent l'un des types de commerce les plus généralisés dans le monde. Il en existe de créatifs et conviviaux pour toutes les bourses : des maquis d'Abidjan et roulottes des rues chinoises jusqu'aux maisons auréolées d'étoiles de la capitale française (A. Huetz de Lempis, J.-R. Pitte, 1990), preuve que le soleil luit pour tous, pour peu que les consommateurs le veuillent. Le tourisme était en voie d'uniformisation rapide sous l'effet conjugué des chaînes hôtelières, des opérateurs de voyage, de la publicité. Aussi Cancun, Varadero, Torremolinos, Rimini et Phuket exhibent sur des plages très ressemblantes des hôtels parfaitement « clonés » où l'on sert une nourriture « internationale » médiocre. Une réaction est en cours. De plus en plus de voyageurs – des jeunes surtout – recherchent le dépaysement et surtout le contact avec des sociétés prêtes au dialogue, dans un environnement qui leur ressemble. C'est un signe très encourageant. C'est la preuve que la France rurale, loin des plages et des hautes montagnes, dispose d'un grand potentiel de développement touristique pour des séjours hors des sentiers battus et à des prix abordables.

L'École mériterait partout dans le monde – y compris en France – une réflexion approfondie sur ses missions. La III^e République l'avait conçue, non comme une machine à niveler par le bas, mais comme un instrument

d'égalisation des chances, c'est-à-dire un ascenseur social. Elle doit retrouver ce rôle dans les banlieues en crise, dans les zones rurales mal desservies, dans les régions où sévit le chômage, où l'intégration est en panne et, bien sûr, dans les pays pauvres dont le développement passe avant tout par l'éducation. Internats de qualité dans les lycées, cités et collèges universitaires dans les grandes villes doivent permettre à tous, selon le mérite et non les revenus, d'accéder aux meilleures études possibles. Des institutions modernes s'inspirant des meilleurs côtés de ces couvents laïques que furent pendant un siècle les écoles normales doivent être inventées. Sans cela, la justice sociale n'est qu'un slogan de tribune électorale ou de salon.

L'habitation humaine et l'urbanisme ont fait l'objet depuis des décennies d'un véritable matraquage intellectuel. Il passe pour parole d'évangile que l'industrialisation du bâtiment et le chemin de grue sont les solutions les moins onéreuses et les garants d'une architecture confortable et épanouissante. L'origine de cette absurde croyance est à rechercher dans certaines doctrines politiques totalitaires, mais aussi dans l'œuvre de Le Corbusier (1941) dont le propos était sous-tendu de principes sociaux proches du totalitarisme : une architecture internationale, uniforme et minimaliste, pour gommer le vieux monde et forger l'homme nouveau. Le résultat est bien connu : dans le monde entier ont été bâtis, à l'écart des centres-villes, des grands ensembles en béton ensoleillé à l'usage des citadins modestes. La désespérance s'est emparée de ces pseudo-villes avant même que le bâti se dégrade : dans les 170 ZUP françaises, à Alger, au Caire, à Nouakchott, à Moscou, à Pyongyang, etc. Or, le postulat de base était faux. Il est certain que l'on peut construire moins cher, plus durable, mieux adapté à l'environnement climatique et culturel, en utilisant des matériaux locaux, des techniques plus rustiques et même le travail manuel. C'est l'exemple que donnèrent les

« castors » en France ; leurs cités de pavillons furent et sont encore, même vieillissantes, des lieux de sociabilité et de solidarité. En Afrique ou en Amérique tropicale, les murs de terre crue et les couvertures végétales coûtent beaucoup moins cher que le béton, les parpaings et la tôle ondulée. De plus, par forte chaleur, le confort y est très supérieur. Quelques expériences ont été tentées ici ou là : trop peu, malheureusement.

Tout plaide donc pour qu'une réflexion approfondie s'engage sur les solutions à la fois les plus économiques et les plus respectueuses de l'Homme pour améliorer le bien-être des plus pauvres des habitants de cette planète. Non, définitivement, la qualité n'est pas un luxe ! Chacun y a droit, quels que soient ses revenus. C'est un devoir élémentaire de justice que les États doivent à leurs ressortissants. Les pays les plus nantis – au moins matériellement – ont sans doute un devoir supplémentaire de coopération avec les plus pauvres pour les aider à y parvenir. Joël Bonnemaïson y croyait beaucoup. Il refusait le prêt-à-penser des idéologies de la bonne conscience, mais également le repli frileux de l'Occident sur lui-même. Il croyait aussi que les géographes, pourvu qu'ils soient assez pragmatiques et proches du terrain, peuvent apporter leur pierre à cette oeuvre de salut pour l'humanité. Il croyait très fort que la diversité culturelle est garante de la liberté. Sa générosité n'aura pas été vaine. Les graines qu'il a plantées donneront bientôt des fleurs, car le pire n'est jamais sûr, pourvu que les sociétés fassent preuve d'optimisme et de sens de la responsabilité. C'est aux princes qui les gouvernent de les guider sur ce chemin, ni plus facile, ni plus difficile que celui de l'abandon aux caprices de la mondialisation non maîtrisée.

BIBLIOGRAPHIE

- Bailly (A. S.), 1981. *La géographie du bien-être*. PUF, Paris.
- Bruckner (P.), 1983. *Le sanglot de l'homme blanc*. Seuil, Paris.
- Huetz de Lemps (A.), Jean-Robert Pitte (J.R.), (sous la dir. de) 1990. *Les restaurants dans le monde et à travers les âges*. Glénat, Grenoble.

- Lacoste (Y.), 1985. *Contre les anti tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes*. Éditions La Découverte, Paris.
- Le Corbusier, 1957. *La Charte d'Athènes*. Éd. de Minuit, Paris, 2^e éd.
- Rist (G.), 1996. *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de Sciences Po, Paris.

